

Merci à anonyme4
membre du site devenez-fonctionnaire.fr
pour le partage de sa copie

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Ne rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel ou examen professionnel ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Contracteur des Finances Publiques

Épreuve n° : 1

Matière : Cas pratique

Date : 30/11/2020

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20
15,00

Question n° 1:

Les caractéristiques réglementaires des produits biologiques en termes de production et de labellisation sont fixés encadrés.

En ce qui concerne la production, il faut tout d'abord que le producteur notifie son activité à l'Agence pour le développement et la promotion de l'Agriculture biologique (l'Agence Bio). Il doit également

passer un contrat avec un organisme certificateur et s'attendre à des contrôles au moins de fois par an. De plus, l'objectif d'une production de produits biologiques doit de produire en préservant le plus possible l'environnement (préservation des ressources naturelles, respecter un haut degré de biodiversité, utiliser des produits naturels et bannir les OGM), et de respecter le bien-être animal (avoir suffisamment d'espace pour les élevages, obligation de réparer dans l'espace et dans le temps les productions pour éviter les contaminations).

Pour la labellisation, pour qu'un produit soit certifié "bio", il faut qu'il soit composé au moins de 95% d'ingrédients agricoles biologiques. Plusieurs labels existent, le plus connu étant le label "AB" (Agriculture biologique).

Dans le cadre de la filière agriculture biologique, l'Agence Bio est l'un des interlocuteurs majeurs pour les producteurs, puisque ces derniers doivent leur notifier leur activité. L'Agence Bio publie également des baromètres, des études, des données de presse qui permettent d'avoir des données sur la production et la consommation des produits biologiques en France. C'est une agence rattachée au ministère chargé de l'Agriculture et de l'Environnement ainsi que

plusieurs fédérations professionnelles.

La Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de Répression des Fraudes (DGCCRF) a quand à elle, un rôle de contrôle, de vérification dans le cadre de la filière agriculture biologique. Elle met en place chaque année des contrôles auprès des producteurs, des professionnels afin de s'assurer que leur production est bien biologique et que ces derniers appliquent bien les règles (il y a par exemple des contrôles concernant la présence de résidus de pesticides dans les produits).

Question n°2 :

En France, pour qu'un produit soit reconnu "bio", la production doit appliquer les meilleures pratiques environnementales possibles. En 2018, la France a connu d'excellents résultats en augmentant les terres engagées bio.

Du côté de la consommation, cela se démontre de plus en plus. En 2018, le marché atteint 9,7 milliards d'euros, soit plus de 5% des achats alimentaires des Français.

En ce qui concerne la distribution, les grandes surfaces ont réussi une belle performance. Elle représente 49% des achats de produits biologiques des ménages. Il y a également une hausse au niveau des ventes directes (42% de parts de marché en 2018) et des magasins spécialisés biologiques.

Les motivations des consommateurs français de produits biologiques sont nombreuses mais la

motivation principale est surtout de préserver leur santé. Viennent ensuite le fait que les français veulent consommer des produits de bonne qualité et bon goût. Il y a également une motivation éco-responsable, pour préserver l'environnement, mais aussi des raisons éthiques (respect du bien-être animal).

On distingue une différence entre la jeune génération et les seniors : la jeune génération consomme des produits bio mais pas pour les mêmes raisons.

La jeune génération est plutôt orientée vers des raisons d'ordre environnemental et éthique. La question du prix de vente revient souvent également. Certains ne consomment pas bio car cela coûte trop cher.

Question n°3 :

En 2018, le marché des produits biologiques a connu un grand boom en France. Sous l'impulsion d'une série de mesures, l'agriculture biologique française rencontre des obstacles qui la freinent dans son effort d'être plus performante et productive sur le marché français, tant les enjeux économiques et environnementaux sont importants.

Premièrement, la production a un coût. Lorsqu'un producteur décide de modifier ou changer son activité afin de produire bio, la conversion est difficile. Elle est difficile car les aides financières sont moindres ou le processus administratif est complexe. Cela se joue au niveau régional, et cela décourage certains producteurs. Il y a également un coût au niveau du matériel et de la logistique. Sans subventions cela reste compliqué à mettre en œuvre.

Autre frein qui a son importance : le greenwashing. Le fait de vouloir produire et vendre éco-responsable juste pour se donner une image soignée de l'environnement.

aux yeux des consommateurs mais qui n'aient rien.
Les consommateurs ne sont pas dupes. Cela engendre
une perte de confiance entre le consommateur et le
producteur. S'ajoute à cela, la question du
vrai bio ou pas - Aujourd'hui, la labellisation
est composée d'une multitude de labels (AIB, AOC,
AOP etc.) qui fait que le consommateur se perd.
Il faudrait tendre vers un label unique -

Les enjeux économiques et environnementaux jouent
un rôle majeur dans le développement de l'agriculture
biologique française -

Au niveau des enjeux économiques, le plus important
est la création d'emploi dans ce secteur. En 2018,
les emplois directs à temps plein ont connu une
hausse de 14% par rapport à 2017. Plus ce
secteur se développe, plus il y aura d'emplois.
La production des produits bio sur les terres
françaises engendrant un meilleur chiffre d'affaires
pour les producteurs et plus de recettes. Le
"made in France" fait vendre, les consommateurs
sont sensibles à consommer local. En 2018
63% des produits bio consommés en France sont
produits dans le pays. (Notre savoir-faire
français s'exporte également assez bien en
Europe. Nous sommes bien classés au sein de l'UE en
terme de production de produits biologiques.)

Pour les enjeux environnementaux, l'agriculture
biologique a besoin pour ses productions de plus
de terres engagées en bio. Propager sur le
territoire plus de terres sans OGM, sans
pesticides, ne faire de rien que bon pour
la planète -

Ainsi, le fait de consommer les produits issus

de l'agriculture biologique peut réduire les faibles à, peut-être petit, basculer vers une consommation de produits non-alimentaires bio afin de moins gaspiller et de devenir un citoyen encore plus éco-responsable. Il reste cependant certains points d'amélioration, notamment en ce qui concerne les emballages plastiques.

En conclusion, il reste encore des points sur lesquels les acteurs de l'agriculture biologique française doivent s'améliorer.

www.devenez-membres-du-site
www.devenez-membres-du-site